



La Recherche-Action Participative ? Quel intérêt ?

*Mario Bucci**

Photo : COTIA
(Burkina Faso)

Les diverses formes actuelles de Recherche Action Participative (RAP) sont affiliées à deux écoles originelles. La première a 70 ans, la seconde une quarantaine d'années. Elles exercent encore une influence forte en de nombreux domaines, mais la RAP elle-même reste marginale. En apparence...

La littérature sur la Recherche Action Participative (RAP) identifie deux origines au concept et aux méthodes qui lui sont attachées. Les premières expériences datent des années 1940 et se situent aux USA, dans le domaine des relations industrielles. Elles sont basées sur l'intuition du psychologue social Kurt Lewin qui lance l'idée que les travailleurs¹ sont concernés et peuvent être impliqués dans la recherche de solutions de production et/ou d'organisation en entreprise.

Le sociologue colombien Orlando Fals Borda et son groupe « Fundación Rosca » développent au début des années 1970 des conceptions semblables. Le contexte est toutefois différent puisqu'il concerne les luttes paysannes en Colombie. Fals Borda vise le renforcement des capacités de

groupes sociaux opprimés et marginalisés pour leur permettre de lutter pour obtenir plus de justice sociale et de respect pour leurs droits.

La RAP a par la suite connu une diffusion planétaire dans plusieurs champs : le développement organisationnel en milieu industriel, l'action sociale (dans les sociétés industrialisées), l'enseignement ou la coopération au développement. Cette diffusion a été fragmentaire et non hégémonique : il existe partout des groupes, réseaux de personnes et d'organisations qui travaillent selon les principes de la RAP et s'en réclament, mais la RAP est loin d'être reconnue comme une approche valable pour l'organisation de l'action orientée vers le changement social. D'autres approches – linéaires, déterministes, quantitatives – jouissent d'une diffusion et d'une légitimité plus évidente.

Les deux expériences originelles ont conservé une valeur paradigmatique. Celle-ci provient de leurs principes communs, qui fondent toutes les pratiques développées depuis. Elle découle aussi de ce qui les distingue et qui caractéri-

sent encore les approches se réclamant de la RAP. Certains principes-clés proposés par les deux initiateurs ont par la suite été intégrés dans d'autres approches.

La connaissance des acteurs de changement

La principale innovation introduite avec la RAP concerne la valeur accordée à la connaissance. La connaissance est liée à l'action des acteurs pour le changement. Sa production ne se justifie que par sa fonction dans la promotion, le soutien et l'orientation de l'action des acteurs vers un changement social. Cela est vrai pour toute la connaissance « appliquée », mais la RAP introduit et promeut de nouveaux critères de validation de la connaissance.

Ce ne sont plus les critères internes aux sciences (sociales, de la nature et autres) qui déterminent en grande partie la production des connaissances, mais des critères de *pertinence* pour les acteurs de changement et d'*utilité* pour le changement.

La connaissance, dans la RAP, doit avoir un sens pour les acteurs et ne doit pas être imposée d'en haut ou de l'extérieur. La connaissance « scientifique » sera adoptée ou rejetée en fonction de sa pertinence et de son utilité pour le changement recherché ; elle n'a pas une valeur *supérieure* à d'autres formes de connaissances.

Les différentes RAP valorisent les connaissances des acteurs du changement. Les motivations et les utilisations des connaissances varient d'une école à l'autre et, dans la pratique concrète, on retrouve le plus souvent des proportions variables de deux éléments.

D'une part, les acteurs possèdent des connaissances qui sont nécessaires aux chercheurs et/ou à la solution d'un problème. Ainsi, les paysans connaissent leur milieu et leurs pratiques, ce qui est souvent indispensable pour tester des innovations et leur introduction dans les pratiques agricoles; les ouvriers et les cadres d'une usine connaissent des aspects du processus de pro-

duction qui échappent aux niveaux supérieurs du management et qui permettent parfois des améliorations productives ou organisationnelles.

D'autre part, les acteurs possèdent une histoire (sociale, communautaire) qui sert à expliquer les conditions dans lesquelles ils se trouvent. Ils sont porteurs de visions, cultures, représentations, traditions, langages, narrations, qui constituent leur identité commune, et des ressources sur lesquelles construire un changement selon leurs intérêts et besoins. Par exemple, les paysans qui s'organisent pour obtenir une répartition des terres plus équitable, bénéficient des expériences des luttes des générations précédentes et renforcent leur cohésion par la valorisation de leur patrimoine culturel.

Appartenance et appropriation

Situer la solution de problèmes, la création du changement, entre les mains des acteurs concernés, sans dépendance envers des experts, ou sans que ces acteurs se contentent d'exécuter des décisions prises à d'autres niveaux est une innovation importante. Elle valorise le sens d'appartenance à une communauté et favorise l'appropriation par les acteurs du problème et de sa solution.

L'appartenance et l'appropriation établissent une hiérarchie de valeurs différente de celle, implicite, des logiques verticales, basées sur l'expertise technique ou académique, sur la séparation des niveaux décisionnels et exécutifs, ou sur la spécialisation par fonctions sociales des groupes. Elles relèguent en second plan la prévisibilité, la maîtrise du temps et l'individualisme. De ce fait, la RAP dessine un processus qui a une finalité mais qui est ouvert quant au résultat concret auquel il peut parvenir. Même chose pour les étapes de ce processus. Le changement est construit au fur et à mesure que les acteurs comprennent, apprennent et expérimentent.

La portée du changement

Ce qui distingue les deux écoles originelles sur ce point, c'est la nature et le type du change-

ment visés. L'école de Lewin vise le changement consensuel, qui ne remet pas en cause le contexte des acteurs et les contraintes que ce contexte impose. Le changement est une amélioration de l'existant, basé sur les modifications qui sont à la portée des acteurs. Cette vision est populaire dans les entreprises, dans certaines écoles de l'intervention sociale et dans certaines applications de l'éducation.

L'école latino-américaine vise des transformations radicales, qui correspondent aux intérêts des classes populaires, des groupes marginalisés et discriminés. Le changement doit pouvoir remettre en question les relations de pouvoir, et donc être conflictuel, car il s'agit avant tout de défendre et d'affirmer des droits et des intérêts d'acteurs frustrés par la prévalence d'autres intérêts que les leurs.

Cette dernière vision a eu des applications au sein du mouvement ouvrier en Europe², dans certaines écoles de l'intervention sociale au Nord (éducation populaire) et dans d'autres contextes du Sud (en Afrique anglophone, en Inde ...). Les idées de cette école ont trouvé une nouvelle vie au sein du mouvement altermondialiste et dans les projets de recherche autour du binôme modernité/colonialité (surtout en Amérique).

La participation

Plusieurs des idées originales de la RAP ont été absorbées par les professionnels qui accompagnent le changement social. C'est le cas de l'idée de la participation. Elle est intégrée dans les approches de planification, de suivi et d'évaluation à la mode. Dans la Coopération, on a pu observer la prolifération de méthodes dites « rapides », du « cadre logique », de la « gestion du cycle de projet », de la « gestion axée sur les résultats », de la « cartographie des incidences », de la « méthode du changement le plus significatif » etc.

Tous ces outils intègrent une idée de participation des parties prenantes et en font un prérequis presque idéologique. Mais souvent, l'invocation de la participation ne correspond pas toujours à

une prise en compte satisfaisante des différences de pouvoir entre parties prenantes.

Une approche libre et ouverte

La RAP, telle que conçue par ses initiateurs, est très peu prescriptive et formalisée. Elle se base sur des principes théoriques et philosophiques (valorisation des connaissances des acteurs, orientation de la connaissance à l'action et au changement, itération de cycles de réflexion et d'action) et des méthodes (de recherche, d'animation, de communication) reprises de disciplines affirmées (psychologie sociale, sociologie, histoire, éducation des adultes, économie...).

La RAP n'a créé ni de vocabulaire technique spécifique, ni de boîtes à outils prêtes à l'usage. Ce qui, surtout depuis trente ans, fait le succès et facilite la pénétration d'une « méthodologie ».

La RAP n'est prescriptive qu'au niveau des principes, et laisse une ample marge de manœuvre pour construire une intervention. Cela implique aussi une grande responsabilité et un haut niveau de compétence de la part des animateurs car l'animation d'un processus ne peut pas se réduire à l'utilisation d'outils prédéterminés ou d'une méthode unique. Cette indétermination (apparente) et cette nécessité d'une culture de base en termes de recherche sociale, communication et animation peuvent décourager ou laisser dans l'incertitude les organisations qui pourraient s'intéresser à la RAP.

Une appellation « générique »

Toutefois, un grand nombre d'organisations se réclament de la RAP. Mais, au-delà des interprétations, cette référence à la dénomination « RAP » demeure ce qui contribue à rendre vague et peu précis le sens de la dénomination.

Sous ce « chapeau » on retrouve des approches militantes, qui l'emploient pour le renforcement d'organisations sociales et populaires, à côté d'approches inspirées par la méthode de la recherche scientifique pour lesquelles la participation des acteurs consiste à en faire des

cobayes consentants.

On appelle RAP aussi des interventions dont le but réel est la construction de consensus autour de solutions déterminées ailleurs, tout comme des interventions qui visent la récupération de pratiques et techniques anciennes, surtout en milieu rural.

Il est impossible de donner une définition univoque de ce qu'est la RAP, au-delà d'une énonciation de principes qui est suffisamment large pour permettre plusieurs interprétations.

L'efficacité de la RAP

Ainsi, une évaluation globale effective de cette approche est impossible. La pertinence des principes fondateurs reste valable et, comme nous l'avons observé, ils ont été repris par d'autres méthodes/approches. Mais l'ambiguïté de leur application (comment choisit-on les acteurs de l'intervention ? qui décide finalement quel est le « problème » dont on doit s'occuper ? que signifie, concrètement, « participation » ? « valorisation des savoirs des acteurs » ? « connaissance mise au service de l'action » ? « réflexion critique sur sa propre pratique et son contexte » ?) rend impossible l'évaluation de leur efficacité.

La littérature qui relate des expériences concrètes d'utilisation de l'approche en donne une image très positive. Dans les cas où l'intervention vise un objectif « technique » qui ne vise pas des transformations profondes de relations de pouvoir, la RAP est présentée comme très efficace. Plus l'intervention s'attaque aux contraintes contextuelles, plus on trouve d'exemples de réussite partielle ou d'échecs.

La RAP étant une intervention « ouverte » qui construit ses étapes et ses objectifs intermédiaires au fur et à mesure de l'évolution des acteurs et du contexte, elle s'adapte mal à des approches évaluatives qui comparent ce qui était prévu avec ce qui a été réalisé.

Pour Fals Borda, la RAP ne s'évalue que par rapport aux changements qu'on a été capable de construire et d'engendrer, et la question du suivi de l'intervention et de son évaluation par rapport à un plan préétabli n'a aucun sens.

Les interventions basées sur la RAP ne peuvent pas être encadrées dans des limites temporelles rigides. Il est impossible de prédéterminer avec précision le temps nécessaire pour atteindre le changement souhaité.

La RAP, par sa nature, privilégie donc l'évaluation d'impact et est réfractaire à d'autres logiques d'évaluation.

Pourquoi y revenir ?

Dans le monde de la solidarité internationale, la participation et le partenariat sont devenus des règles absolues. On promeut l'appropriation du développement par des acteurs du Sud et on réfléchit autour des facteurs de légitimité des acteurs du Nord. Le renforcement des capacités des acteurs du Sud est conçu comme forme principale d'appui en provenance du Nord³. De plus, les critiques des méthodologies d'intervention linéaires sont de plus en plus fortes et nombreuses.

La RAP, surtout dans la version de Fals Borda, intègre ces préoccupations et vise explicitement le renforcement des capacités de collectifs, organisations formelles et informelles, communautés, etc.

Les organisations de la société civile qui existent pour défendre et promouvoir des droits sociaux, pour organiser des groupes d'individus et des communautés, pour construire du changement, et qui s'organisent elles-mêmes au sein de réseaux pour augmenter leur capacité d'action sont les principaux partenaires des ONG. Si la coopération doit viser le renforcement des capacités de ces organisations, la RAP a un rôle à jouer puisqu'elle propose un parcours vers le changement social dont les protagonistes sont

les acteurs. Ce parcours est mené et dirigé par les acteurs mêmes, qui, à travers l'action et une réflexion critique sur leur pratique (et capacités) et leur contexte, produisent du changement et, en même temps, renforcent leurs capacités comme moyen d'atteindre le changement.

La RAP propose une alternative modalités actuelles d'accompagnement du renforcement des capacités. Elle est centrée sur l'interaction continue entre *réflexion* (sous forme de recherche, de production de connaissance et de valorisation de connaissances déjà présentes, d'auto évaluation) et *action* (sous forme de construction progressive du changement, d'élimination progressive d'alternatives, de collaboration entre acteurs, de création d'alliances, de réseaux et de processus d'interaction sociale). De plus, elle est conçue à partir de l'appropriation du processus par les acteurs, et de leur responsabilisation dans toutes les phases de l'intervention. Ces principes dessinent une modalité d'apprentissage par

la collaboration, la réflexion collective, les essais et les erreurs, mais toujours sous contrôle des acteurs, et à leur rythme.

Le contexte est donc très favorable à une réévaluation de l'approche proposée. L'actualité sociale et politique globale, même les évolutions circonscrites au secteur de la solidarité internationale poussent à une revalorisation de ses apports à la méthodologie de l'intervention pour le changement social.

* COTA.

¹ Attention, pas les syndicats, il ne faut rien exagérer.

² La méthode s'appelle "conricerca" (mot italien qui était employé tel quel aussi en France) et a été appliquée en Italie et en France dans les années 1960 et 1970.

³ Voir ECHOS du COTA n° 130 (mars 2011) : Le renforcement de capacités (d'émancipation ?).



Photo : H. De Boister
Débaissé-Kivu (RDC)